

Désarroi et violences racistes

Christian GLASSON

Le retour des nationalismes et la haine des étrangers sont aussi des composantes actuelles de l'Europe.

Aujourd'hui, il ne s'agit plus de constater ou d'énumérer les nombreux actes racistes dont les médias nous informent quotidiennement, mais de tenter de trouver les raisons qui poussent certains à opter pour l'exclusion de la xénophobie.

1989 nous avait donné à chacun, épris de liberté, un espoir sans précédent. Le rideau de fer qui saignait l'Europe depuis plus de 40 ans, s'effiloçait peu à peu. D'une part sous la pression de certaines populations, mais aussi par le concours de circonstances économiques déplorables, de la faillite d'un système centralisateur autoritaire.

Trois années se sont écoulées pendant lesquelles la violence, le sentiment nationaliste, la haine de l'étranger, n'ont épargné aucune partie du vieux continent. En effet la résurgence du racisme et de l'antisémitisme est observable partout. Ici ce sont les Tziganes comme en Bulgarie, en Hongrie, en R.F.A., en ex-R.D.A., en Tchécoslovaquie qui deviennent la cible privilégiée des xénophobes. En Ukraine les Géorgiens, les Azéris et Arméniens sont traqués. Les Turcs subissent sans cesse les violences racistes en Allemagne ; les Allemands ainsi que les Juifs sont redoutés en Pologne. La France connaît un fort regain xénophobe surtout vis-à-vis des Maghrébins mais aussi à l'encontre des Juifs et dans certaines régions les Basques en font les frais. L'Italie est au bord de la rupture s'agissant du Nord face au Sud. Les espagnols sont défavorables aux Catalans, Gitans et Basques. Même le Royaume-Uni n'est pas en reste puisque les Gallois, les Irlandais, les Ecossais y sont malvenus sans parler des populations issues des anciennes colonies.

La liste pourrait s'étendre malheureusement. En effet, de l'Atlantique à l'Oural, il ne se passe plus un jour sans violences ouvertement racistes, assumées comme telles par leurs auteurs, contre l'étranger, venant d'un autre continent, du pays voisin, de la région frontalière, d'une autre obédience religieuse.

Comme le soulignait Ignacio Ramonet dans "Le Monde Diplomatique" d'août 1992 : "la violence avec laquelle les nationalismes ressurgissent au coeur du vieux continent ne peut qu'inquiéter".

Le retour des nationalismes

Aujourd'hui, il ne s'agit plus de constater, d'énumérer ces actes que l'on aurait aimé d'un autre âge mais bien plus de tenter de trouver les raisons qui poussent certains à opter pour l'exclusion, le renfermement identitaire, la recherche d'une pureté ethnique irrationnelle.

Le maintien des deux blocs durant plus de 40 ans, l'union des démocraties occidentales d'un côté, et des Etats de l'est autour du grand frère soviétique de l'autre, étaient rendus possibles par une menace mutuelle.

Cette crainte évaporée, chacun doit trouver un nouveau dessein, une nouvelle raison d'exister, ne reposant plus sur un rapport de force auquel on avait fini par s'habituer. La guerre du Golfe avait fait émerger, de façon éphémère, une nouvelle logique du

même type. Mais le Sud n'est pas une force assez consistante pour que les pays du Nord y trouvent une source de danger probant.

Ainsi, l'effondrement d'une donnée historique, parallèlement à la naissance de l'illusion que les maux tels le chômage, les difficultés économiques seraient résolus rapidement, donnent naissance à un péril bien plus grave : celui du nationalisme.

L'Europe politique avec le traité de Maastricht est la confirmation de l'Europe économique. Pour autant, rien ne semble répondre aux inquiétudes objectives des populations. Bien au contraire, puisque dans le même temps, la Yougoslavie commença à se déchirer.

Dans les hautes sphères de décision, personne ne s'attendait à voir l'effondrement du bloc soviétique ... peut-être l'aurait-on souhaité, mais plus tard ?

Cependant qui regrettera cette ouverture, cette liberté enfin "matérialisée" par la disparition du mur ?

Là où le bât blesse, c'est que chacun tire la couverture à soi et que personne n'est enclin à tendre la main aux plus démunis. Aussi inversement, les populations de l'Europe orientale, inondées depuis longtemps par l'image d'une Europe riche et prospère sont bien obligées de se rendre à l'évidence. Le système capitaliste n'est pas la panacée, d'autant plus que le fonctionnement économique et les pouvoirs de décision échappent de plus en plus au contrôle des populations. L'économie n'est plus qu'une référence pour elle-même, elle n'est plus révélatrice d'un fonctionnement concret de la société quant au travail, à la situation sociale ou à la production.

Ainsi nous avons à faire à une double désillusion. Celle, d'une part, de l'échec d'un système qui se voulait

plus égalitaire et d'autre part celle d'un rêve, offert par la seule chute d'un mur, écourté par la réalité. La réalité du quotidien qui pour nombre de personnes se traduit par perte de l'emploi, loyers élevés, difficulté de joindre les deux bouts, etc ...

Ayant le sentiment de n'être plus écoutées, d'entendre toujours les mêmes mots creux des hommes politiques, de ne plus prendre part au "festin" de la réussite économique, ou se voyant pour les pays de l'est submergés par l'industrie et l'économie occidentale, les populations se sentent dépossédées d'un rôle : celui du pouvoir de décision.

La tentation du bouc émissaire

Au-delà des "gouttes d'eau" hyper-médiatisées d'aides alimentaires au coup par coup, de l'instauration du RMI dissimulant un véritable échec social, il s'agirait de changer les structures qui régissent les logiques d'échanges entre les pays, la logique de compétition qui suppose de plus en plus de perdants. Une répartition plus juste des richesses, un partage du temps de travail, une transformation radicale de la logique des marchés, un transfert des technologies pourraient être un départ pour autre chose.

Car aujourd'hui, si la violence ressurgit entre les différentes composantes d'un pays, d'un continent, si les discours discriminatoires de plus en plus banalisés reçoivent une allégeance grandissante, c'est que de plus en plus les populations se rattachent à ce qu'elles trouvent de plus proche : le sentiment nationaliste, la quête d'une recherche identitaire ce qui induit la méfiance vis-à-vis de l'autre, l'étranger, celui qui pense différemment.

C'est alors la porte ouverte à l'irrationnel qui peut aller jusqu'à la purification ethnique : la Yougoslavie

pourrait bien représenter à ce titre, si nous n'y prenons garde, un précédent dans l'évolution actuelle.

Bruxelles est bien loin, pour qui Paris n'est déjà plus crédible, ainsi il est facile d'imaginer ce que le G7 signifie pour la plupart des occidentaux, qui plus est pour les gens des pays de l'Est n'y ayant aucune représentation.

C'est cette distorsion à laquelle on assiste : entre les besoins objectifs et les discours passe-partout du pouvoir se définissant comme démocratique.

Les populations sont vouées à elles-mêmes, n'ayant plus l'impression d'appartenir à un projet commun. Pourtant la tâche est grande au vu de l'ampleur des difficultés qui frappent le monde. Les famines s'accroissent, les inégalités, la pauvreté s'accroissent même chez nous, les fondamentalismes religieux, politiques gagnent du terrain. D'un côté le désarroi s'empare de certaines couches de la population tandis que les plus aisées, par crainte de se voir dépossédées de leurs richesses, se protègent par des programmes sécuritaires.

Même s'il ne suffit pas de tout attendre des dirigeants, nous sommes en droit d'espérer à plus de courage et de détermination de leur part pour nous présenter un avenir moins sombre.

Effectivement, comme le soulignait Max Gallo dans une émission radiophonique : "s'il n'y a pas de sens transcendant l'instinctif, nous avons l'instinctif". L'instinctif se traduisant en l'occurrence chez l'homme par le repli sur soi, la frilosité, excluant l'autre en le rejetant, l'éliminant. Ne pouvant traduire son mécontentement ailleurs, il choisit — ou on lui dicte — de prendre pour cible un bouc émissaire. ■